

Philippe Wahl De l'illusionisme... ...aux mensonges

■ Philippe Wahl nous avait habitué à un certain don pour l'illusionisme ■ Il vient de franchir un cap, pris en flagrant délit de mensonge

Augmenter la désinformation

Nous étions habitués à l'utilisation de la désinformation comme mode de communication en interne de l'entreprise comme en externe avec les médias. Triturer la réalité en manipulation des chiffres de grève est d'ailleurs un grand classique, au même titre que la communication sur le développement durable ou les baromètres de satisfaction des usagers et des élu-es. Cette fois, le président de La Poste a franchi une étape supplémentaire en mentant devant les député-es qui l'auditionnaient à l'Assemblée Nationale.

Mensonge n°1

Le Courrier en chute ... !?!

Tranquillement, le président de La Poste a clairement annoncé, **une chute de 31 %** du volume du Courrier, repris par tous les médias. Nous nous demandons d'où sortent ces chiffres.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2012-2013
Publicité adressée	4 697	4 378	4 312	4 238	3 904	3 618	- 7,3%
Autres envois de correspondance	11 419	10 928	10 454	10 047	9 784	9 279	- 5,2%
Total des envois de correspondance	16 116	15 306	14 766	14 285	13 687	12 896	- 5,8%
dont secteur réservé	13 470	12 780	12 243	-	-	-	-

Nous nous sommes penchés sur les chiffres officiellement fournis par l'ARCEP qui recensent les volumes de courrier traités pour La Poste (voir schéma ci-contre). **La chute était de 20,18 % fin 2013.**

Il ne s'agit donc pas de nier la chute de courrier, mais clairement de dénoncer ce mensonge du Président de La Poste. Parce qu'entre une baisse de 31 % et de 20 %, il y a un écart qui est énorme.

Cela devient d'autant plus inquiétant quand les directions basent les réductions d'emplois et les réorganisations sur des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité et a donc des conséquences sur les conditions de travail des facteurs/trices — augmentation de la charge de travail, heures supplémentaires, sur les effectifs, le service public et l'articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Mensonge n°2

Les reclassé-es satisfaits !?!

Autre méfait de notre cher président : La Poste dans sa grande mansuétude aurait accédé aux revendications des reclassé-es exprimées depuis des années. Il se sert pour cela de l'accord sur les grilles indiciaires fonction publique signé par l'ensemble des organisations syndicales. Or, celui-ci ne visait qu'à appliquer les réformes prévues dans la fonction publique. Et là-dedans, rien qui ne soit prévu spécifiquement pour les reclassé-es pour effacer clairement la discrimination et rattraper le préjudice dont ils sont victimes depuis des années...

Promesse

Maison des services publics : un trompe-l'œil... ?!

Lors de ces différentes interventions et rencontres avec les syndicats, Philippe Wahl avait mis en avant les maisons de services publics comme moyen de contrer la désertification rurale en matière de service public. Il avait même déclaré à SUD que ces maisons de services publics pourraient permettre le maintien de service postal et des bureaux de poste de plein exercice.

Une manière d'apporter une réponse... mais :

Cette semaine a été annoncée la transformation de 75 bureaux de poste en Agence Postale Communale ou Relais Poste Communal dans le Finistère et le Morbihan. Ces deux départements ne comportant que 272 bureaux. La Poste en est donc à transformer 25,67 % des bureaux et à faire disparaître le service public dans une région qui en a bien besoin.

Philippe Wahl se serait-il foutu un peu des organisations syndicales ou nous a-t-il fait un petit tour de bonimenteur de foire ?

Des mensonges au service d'une stratégie claire

Ces balivernes ne sont que les plus emblématiques de ces derniers jours ! Philippe Wahl est dans la droite ligne de ce que Jean Paul Bailly a appliqué depuis des années : aligner des promesses et des mensonges pour essayer de nous faire croire en une stratégie claire de la Direction en faveur du service public, du personnel et du développement de l'entreprise.

Pourtant, il s'agit plutôt pour la direction de programmer un plan pour assécher sa stratégie de course éperdue aux dividendes qui ne sert que les actionnaires et les parts variables des plus hauts cadres stratégiques, pendant que nos salaires stagnent.

Nous avons dit que l'accord Qualité de Vie au Travail ne serait que de la poudre aux yeux.

Au bout de trois ans, les suppressions d'effectifs sont reparties à la hausse avec les conséquences catastrophiques pour notre quotidien : **dégradation des conditions de travail, restructurations avec la destruction de notre vie personnelle, salaire en berne.**

Nous avons mis en garde contre l'accord « un avenir pour chaque postier ». Ce dernier a les mêmes objectifs : renforcer une stratégie mortifère. Toutes les promesses

faites aujourd'hui seront envolées dans trois ans comme avec l'accord QVT.



Certaines organisations syndicales nous ont présenté cette transformation comme inéluctable, un besoin impérieux pour maintenir à flot l'entreprise et donc se précipiter pour signer chaque accord qui consisterait à sauver les meubles d'une entreprise en faillite.

Nous préférons affirmer que d'autres solutions possibles. D'autres solutions qui mettraient en avant le savoir-faire des postier-es en matière de service public.

Le service public postal - les maisons de service public, la presse, les missions du facteur/trice - n'est pas du ressort d'une direction dans sa tour d'ivoire ou des seules organisations syndicales.

Les salarié-es et la population ont aussi leur mot à dire sur le service public que doit rendre une entreprise comme la Poste et il est grand temps qu'un vrai débat national ait lieu et pas seulement dans les couloirs des ministères et de l'Assemblée Nationale